

Pour terminer, je suis persuadé que si on donne ces encouragements à l'industrie, il en résultera une reprise des affaires dont nous avons grand besoin aujourd'hui, et nous pourrions alors espérer une longue remontée vers une économie saine et vigoureuse.

M. John Rodriguez (Nickel Belt): Monsieur l'Orateur, une question m'est venue à l'esprit après avoir entendu le discours du trône, et maintenant que nous avons entamé le débat, je voudrais la poser: «Qui a écrit le discours du trône?» Je pense que si un martien visitait la planète et qu'il écoutait ce discours du trône, il aurait peine à croire que les gens qui l'ont écrit sont membres d'un parti qui a été au pouvoir 45 des 56 dernières années. Depuis 1963, le même parti gouverne notre pays. En fait depuis 56 ans le parti libéral a été au pouvoir pendant 45.

● (1422)

M. Alexander: C'est trop long.

M. Rodriguez: Oui, beaucoup trop long. D'aucuns pourront dire qu'ils ont l'esprit lent, mais nous nous rendons compte qu'ils commencent au moins à apprendre. Peut-être s'agit-il d'un stratagème politique, car à la page 5 du discours du trône nous pouvons lire ces perles de sagesse:

Les taux élevés de chômage et d'inflation montrent clairement que les méthodes économiques d'une époque moins complexe ne conviennent plus aujourd'hui. Ils font aussi sentir l'urgence d'agir en profondeur sur les structures des économies du Canada et des autres pays industrialisés. Plus encore, ils trahissent un mal que seul peut guérir un rajustement de nos valeurs et une nouvelle prise de conscience des bienfaits de la discipline personnelle et du partage équitable.

A la page 7, on lit aussi:

Les privations qu'engendre actuellement le chômage au Canada sont profondément troublantes. Il n'est ni juste ni admissible qu'autant d'hommes et de femmes se voient frustrés de la dignité d'un travail rémunérateur, et qu'ils soient incapables de s'acquitter de leurs obligations financières et de faire des projets d'avenir en toute confiance. Il est intolérable qu'autant de gens soient frustrés de leur droit à une vie productive et assurée, et que leurs familles soient accablées de l'injuste fardeau de l'inquiétude, de l'incertitude et de la privation. Le chômage constitue actuellement, à l'échelle nationale, un obstacle très sérieux à la croissance économique.

Je me réjouis qu'ils s'en soient enfin rendu compte. Quand le premier ministre (M. Trudeau) a pris le pouvoir en 1968, le chômage atteignait presque 3.8 p. 100. Aujourd'hui, il atteint 8.4 p. 100. Et l'on sait que ce niveau est bien plus élevé dans certaines régions du pays, parfois triple, voire quadruple.

Depuis que j'appartiens au Nouveau parti démocratique, nous répétons au gouvernement que la planification économique s'impose. Cependant le gouvernement a refusé une telle planification dont ses administrés auraient pu tirer avantage.

Il est scandaleux que les grosses sociétés, les sociétés minières et l'une en particulier dont je parlerai avec plus de précision un peu plus tard, soient traitées comme elles le sont par ce gouvernement. Le ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M. Cullen) a reconnu qu'on l'avait appelé la veille au soir pour lui annoncer une mise à pied massive, dans le bassin de Sudbury et au Manitoba. Nous savons tous ce qui se mijote,

L'Adresse—M. Rodriguez

sur la Colline. Chaque fois que le gouvernement envisage de modifier la loi de l'impôt sur le revenu qui pourrait changer le régime fiscal des sociétés, un des députés court au Rideau Club pour conférer avec les banques et la finance. Les allées et venues entre leurs représentants et les ministres du cabinet se multiplient, et avant qu'on ait le temps de dire ouf, les intrigues de couloir s'élaborent déjà.

Les compagnies d'assurance en sont le parfait exemple. Avant même que la loi soit proposée, les consultations commencent. Dans le cas présent, il s'agit des sociétés minières. C'est une allée à sens unique car quand les puissantes corporations parlent, le gouvernement leur obéit au doigt et à l'œil.

J'invite le premier ministre à se rendre dans le bassin de Sudbury pour prononcer le discours qu'il a fait à London. Qu'il aille lui-même dire aux travailleurs de Sudbury que s'ils ont peur d'être en chômage, c'est le fruit de leur imagination, et que les 2,200 travailleurs qui sont depuis deux ans et 161 jours ou moins au service de la International Nickel Company ne sont pas vraiment mis à pied. Qu'il aille leur dire qu'ils rêvaient en noir et blanc, et que la réalité est tout autre.

Dans le bassin de Sudbury, nous avons perdu dix mineurs cette année, par suite des dangereuses conditions de travail dans les mines. Le gouvernement promet depuis des temps immémoriaux de renforcer les mesures de sécurité et de protection pour les travailleurs. A ce propos, ces dix dernières années un millier de mineurs ont péri. Je défie le premier ministre de dire à ces mineurs qu'ils se la coulent douce, et qu'ils sont trop bien payés. Ce sont ceux qui sont assis de l'autre côté qui savent ce que c'est que de se la couler douce.

L'autre jour, j'ai entendu à la radio un extrait d'un discours prononcé par l'ancien ministre des Finances, M. John Turner de Bay Street. Il a dit que les Canadiens devraient apprendre à se serrer la ceinture, à vivre selon leurs moyens et non plus comme des coqs en pâte. A la fin, on nous a dit que M. Turner s'adressait à l'Association des experts comptables du Canada à Hamilton, aux Bermudes.

M. Orlikow: Qui gagnent \$50,000 par an.

M. Rodriguez: Il a rejoint les rangs des nababs de Bay Street. Il siège au conseil d'administration de plusieurs grandes sociétés. Et ce même personnage organise maintenant un dîner à \$125 le couvert à l'hôtel Royal York de Toronto, au bénéfice du parti libéral de Toronto Métropolitain. Douze cents convives paieront \$125 le couvert. Qui réglera la note? Les contribuables. Je suis prêt à parier mon dernier dollar qu'ils tenteront d'obtenir des dégrèvements d'impôt là-dessus en vertu de la loi sur les dépenses électorales.

Des voix: Oh, oh!

M. Rodriguez: Au lieu de chahuter, le député de Northumberland-Miramichi, au Nouveau-Brunswick, devrait me prêter main-forte. Le chômage dans sa circonscription au Nouveau-Brunswick dépasse maintenant 10.8 p. 100.

M. Hogan: C'est encore pire: 30 p. 100.